SEPTEMBRE 1973

LE PORTUGAL AU COMPTOIR SUISSE

Que faut-il en penser?

DOSSIER COMMUN A PLUSIEURS BULLETINS DE SUISSE ROMANDE

Malgré toutes les protestations provenant de milieux très divers, le Portugal est l'hôte d'honneur du Comptoir suisse, foire nationale de septembre à Lausanne. En février déjà, le Comité suisse de "Vers un développement solidaire" (Association pour la Déclaration de Berne) avait écrit à la Direction du Comptoir pour demander que l'invitation soit reconsidérée. La Direction du Comptoir, en accord avec les autorités fédérales répondit, poliment mais fermement, qu'il n'en était pas question. En avril se constitua le Comité de l'Action Portugal et Afrique australe (Soutien aux peuples en lutte pour leur libération) qui obtint immédiatement le soutien de nombreux mouvements dans tout le pays : Ligue suisse des droits de l'homme, Conseil suisse des Association pour la Paix, Comité contre les exportations d'armes, plusieurs mouvements catholiques, Centre Martin Luther King, Mouvement anti-apartheid, Vers un développement solidaire, pour ne citer que certains d'entre eux.

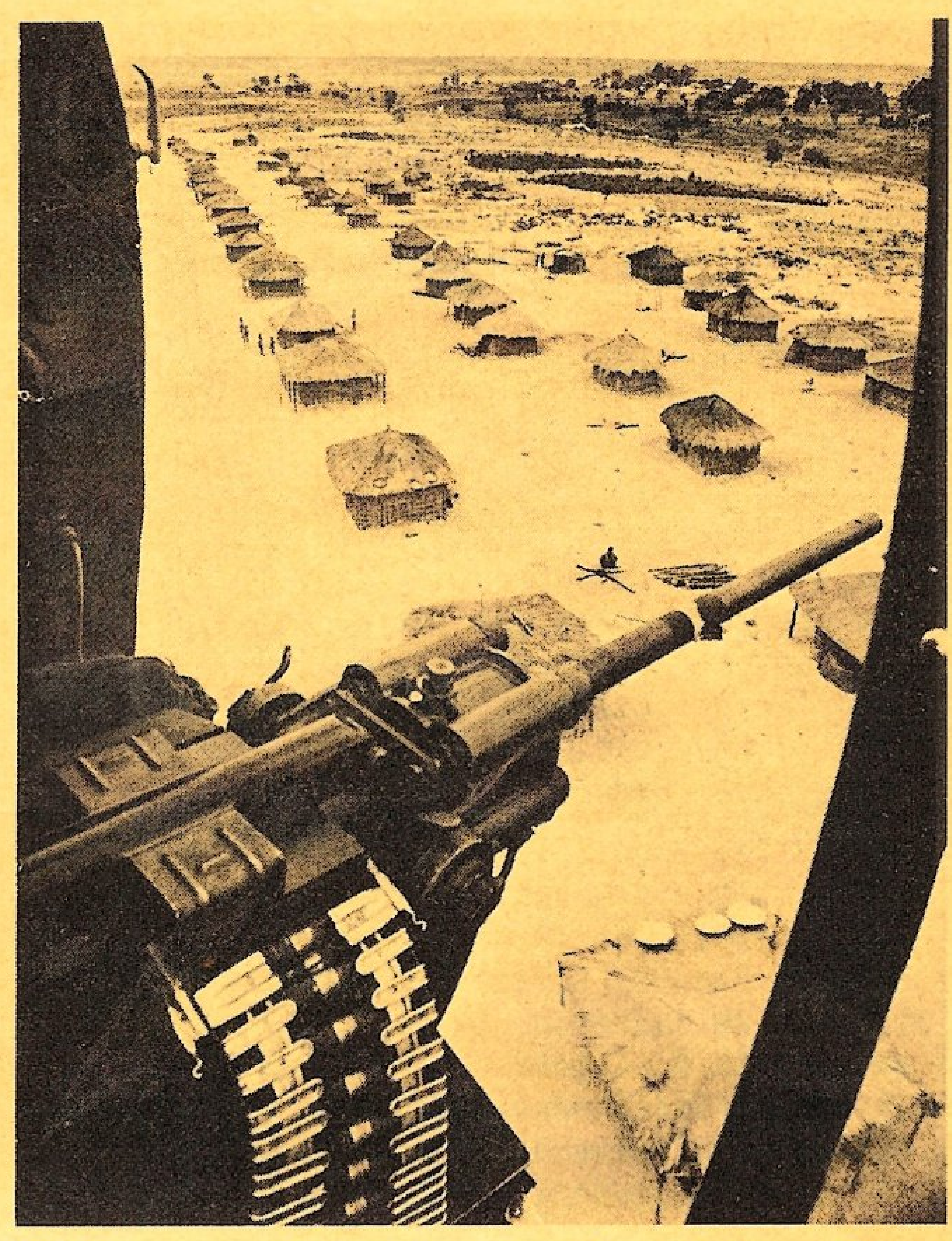
En juillet, la presse internationale remplissait ses colonnes des révélations sur les massacres commis par les Portugais au Mozambique. A vrai dire, ces révélations n'ont nullement étonné ceux qui connaissent tant soit peu la situation en Angola et au Mozambique et qui savent que de telles atrocités sont fréquentes de la part de l'armée portugaise. Un télégramme fut alors envoyé au Conseiller fédéral Graber par plusieurs organisations demandant l'annulation de l'invitation. Peu après une lettre signée par une centaine de personnalités demandait que le Conseil fédéral ne se fasse pas représenter à la journée officielle du Palais de Beaulieu.

Enfin c'est la Municipalité de Lausanne elle-même qui intervenait en août, espérant obtenir que le Portugal renonce à venir à Lausanne, par crainte de manifestations. Aucune de ces interventions n'aboutit.

VISITEZ L'EXPOSITION DE L'A.P.A.A.

1, av. de France, Lausanne (à proximité du Comptoir), du 7 au 23 septembre 1973

D'autres expositions sont préparées à Genève, Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, Bienne Fribourg, Broc, etc.



"Village stratégique" en Angola, où les villageois sont déportés en masse, prétendument pour les protéger des mouvements de libération, mais en réalité ils y sont prisonniers.

Bibliographie

Vivant univers (Fribours 73) Angola-Mozambique	3.-
IDOC (Rome 73) Mozambique	3.-
CETIM (Genève 73) Suisse-Portugal, relations économiques et politiques	8.-
GEACTM Les Eglises en Angola et au Mozambique	2.-
Dossiers APAA (Genève 73)	
1. Le Portugal	3.-
2. Le rôle économique des colonies	3.-
3. La politique coloniale	3.-
Dossiers A.A.A. (Bruxelles 72)	
1. Colonies portugaises	2.-
2. Angola	2.-
3. Mozambique	2.-
4. Guinée-Bissau	2.-

Tous ces documents peuvent être obtenus auprès de l'Action Portugal et Afrique Australe, case postale 63, 1211 Genève 28.

Le présent dossier n'est pas destiné à présenter la situation au Portugal et dans ses colonies. (A ce sujet, voyez ci-dessus l'abondante documentation à disposition.) Son but est simplement d'aborder le problème posé par la présence de l'invité d'honneur du Comptoir.

LE PORTUGAL ET SES COLONIES

PORTUGAL (y compris Açores et Madère)
10 millions hab. 91'971 km2

GUINEE-BISSAU + ILES DU CAP VERT
850'000 hab. 42'500 km2

ANGOLA
6 millions hab. 1'246'700 km2

MOZAMBIQUE
8 millions hab. 783'030 km2

Historique

Les territoires portugais d'Afrique, auxquels il faut ajouter, en Asie, Macao, Timor ont été découverts aux 15e et 16e s. par les navigateurs portugais. Aux 17e et 18e s. le principal commerce fut la traite des esclaves. Ce n'est qu'à partir de la fin du 19e s. que la colonisation systématique a commencé.

En 1910, la République fut instaurée, mais à partir de 1926 le Portugal connaît la dictature du Dr Salazar, auquel succède en 1968 le Dr Caetano. En 1961, des troubles ont éclaté en Angola. Le PAIGC (Parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert) s'est constitué en 1956 et le FRELIMO (Front de libération du Mozambique) en 1962.

Pourquoi s'en prendre au Portugal ?

Tout d'abord, qu'il soit bien clair qu'il ne s 'agit nullement d'une opposition contre le peuple portugais mais contre son gouvernement. L'APAA se veut un mouvement de soutien aux peuples en lutte pour leur libération. Ces peuples sont ceux d'Afrique australe (Angola, Mozambique, Rhodésie ou Zimbabwe, Namibie, Afrique du Sud) auxquels il faut ajouter ceux de la Guinée-Bissau et du Cap Vert, mais aussi celui du Portugal qui est totalement privé de liberté, notamment par le contrôle universel exercé par une toute-puissante police politique. La présence de 700'000 travailleurs portugais en France, qui sont parmi les plus exploités, en dit long sur les conditions de vie et de travail au Portugal.

Mais, nous dira-t-on, d'autres peuples aussi sont opprimés. Pourquoi s'acharner sur l'un des gouvernements les plus faibles ? Pourquoi ne pas s'en prendre plutôt à l'URSS, aux Etats-Unis ? Ou alors à la Bulgarie, autre invité du Comptoir suisse en 1973 où les droits de l'homme ne sont nullement respectés ?

Sans doute les peuples opprimés sont-ils nombreux et lorsque l'URSS ou les Etats-Unis seront des invités d'honneur dans notre pays, des protestations et une contre-information seront nécessaires aussi. Mais la situation au Portugal attire l'attention pour les raisons suivantes :

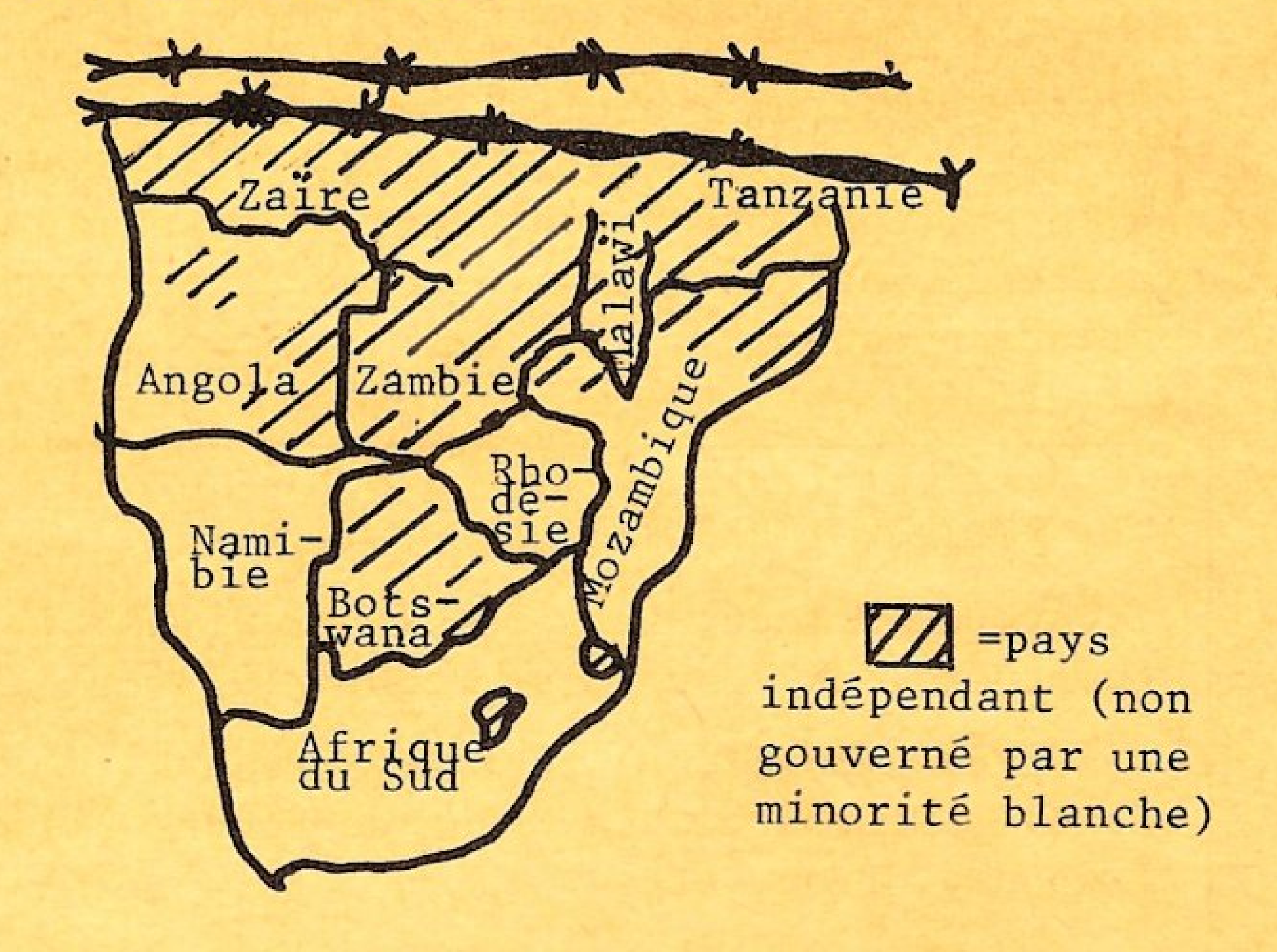
a) Les atrocités commises dans les colonies portugaises dépassent de loin ce qui se passe en Bulgarie, où l'on ne peut pas parler de massacres ni de guerre. La Bulgarie serait plutôt la victime de l'oppression d'un autre pays.

b) Les guerres que mène le Portugal sont un défi à l'opinion publique mondiale et à l'ONU qui a condamné énergiquement le colonialisme et le racisme. C'est sans doute le seul Etat qui ose prétendre, à la fin du 20e s., avoir reçu la mission de dominer d'autres peuples.

c) Le Portugal se prétend chrétien et c'est au nom du christianisme qu'il justifie une présence qui se paie par tant de massacres et de tortures. Les chrétiens doivent réagir en priorité contre une utilisation scandaleuse de leur foi.

d) Derrière le Portugal se trouvent l'Afrique du Sud et la Rhodésie (Zimbabwe) qui ont besoin de pays à domination blanche comme tampon entre elles et l'Afrique noire, afin de pouvoir perpétuer l'exploitation des noirs, légalisée par le régime de l'apartheid.

e) Mais ce ne sont pas seulement l'Afrique du Sud et la Rhodésie qui soutiennent le Portugal. C'est tout l'OTAN (principalement les USA, la Grande-Bretagne, l'Allemagne), c'est la France, c'est le Brésil, dont on connaît le régime, et ce sont les grandes firmes multinationales, notamment Gulf, Krupp, etc. Le capitalisme occidental a besoin des richesses fabuleuses de l'Afrique australe et sait qu'il ne pourra les exploiter à si bon compte que si elles sont entre les mains de minorité blanches qui ont à leur disposition une main d'oeuvre bon marché.



LE PORTUGAL NE PEUT POURSUIVRE LA GUERRE QUE GRACE A L'APPUI DES NATIONS OCCIDENTALES ET LES NATIONS OCCIDENTALES CONTINUERONT LEUR APPUI SI L'OPINION PUBLIQUE NE REAGIT PAS!

Commerce et politique

C'est là la raison fondamentale de notre opposition à la présence portugaise au Comptoir suisse. Toute ouverture, tout investissement, tout développement du commerce et du tourisme avec le Portugal est un moyen de l'aider à poursuivre son effort de guerre.

En effet, le Portugal est le pays le plus sous-développé de l'Europe, avec un PNB par tête en 1970 de 510 $ (Suisse 2'700 $, Italie 1'400 $, Yougoslavie 580 $). Comment ce pays peut-il mener de front 3 guerres où il a engagé plus de 125'000 hommes ?

Or on sait ce que coûte une guerre aujourd'hui surtout avec l'armement moderne que les Portugais utilisent généreusement : aviation, napalm, défoliants, etc. Cette guerre ne peut être menée qu'avec l'appui étranger. Aussi est-on très étonné d'entendre des personnalités suisses de la finance ou de l'industrie affirmer que "le commerce et la politique n'ont rien à voir ensemble". On sait que l'argent est le nerf de la guerre, et il n'est pas difficile de montrer le rôle qu'ont joué les facteurs économiques aussi bien dansl'engagement que dans le désengagement américains au Vietnam. C'est la raison pour laquelle nous saluons la publication de l'étude du CETIM sur les relations économiques entre la Suisse et le Portugal. Ces relations sont certes moins importantes qu'avec l'Afrique du Sud, mais la présence du Portugal au Comptoir indique une volonté de les intensifier.

Le Portugal prétend qu'il n'est pas un pays raciste

Le Portugal prétend viser à l'intégration des noirs dans une société civilisée (càd portugaise) et chrétienne. En ce sens il est à l'opposé de la doctrine sud-africaine du développement séparé des races (apartheid). Cependant les résultats sont fort semblables: dans les deux régimes, tout le pouvoir est entre les mains des blancs. Les rares noirs qui ont obtenu une position importante en Angola et au Mozambique ont adopté le style de vie portugais et sont coupés du reste de leur peuple. En outre, n'est-il pas curieux que le Portugal s'appuie de plus en plus sur l'Afrique du Sud, si vraiment leurs idéologies sont si différentes ?

Il y a eu un développement remarquable des colonies portugaises depuis une dizaine d'années

Et pour cause! Ce n'est que lorsque la volonté d'indépendance des colonies s'est fait sentir que le Portugal s'est préoccupé sérieusement de développement. Cependant le pourcentage d'analphabétisme demeure voisin de 90 % (l'un des plus forts d'Afrique pour les plus anciennes colonies).Quant au développement industriel, il n'a pu se faire que grâce à des capitaux étrangers à qui l'on a fait des conditions très favorables, ce qui signifie une intensification de l'exploitation des populations.

Quant à la libéralisation du régime, elle est purement apparente. Même après la suppression officielle du travail forcé, on a trouvé des moyens pour recruter de force des travailleurs. Au Portugal, les partis d'opposition n'ont le droit de s'exprimer que pendant une brève période électorale, qui permet à la police secrète de mieux repérer ses futures victimes.

Les mouvements de libération

Angola M.P.L.A. (Mouvement populaire de libération de l'Angola) le plus ancien mouvement, dirigé par Aghostino Neto.

F.N.L.A. (Front national de libération de l'Angola) dirigé par Roberto Holden.

Ces deux mouvements ont un commandement unifié depuis 1972.

UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) créé en 1966, dirigé par Jonas Savimbi.

Chacun de ces mouvements affirme avoir libéré une partie importante du territoire.

Mozambique FRELIMO (Frente de Liberaçao du Moçambique) fondé et dirigé par Eduardo Mondlane (assassiné à Dar-es-Salan en 1969), actuellement dirigé par Samora Machel. Affirme avoir libéré 1/4 du territoire.

Guinée-Bissau PAIGC (Parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert) dirigé par Amilcar Cabral. A libéré les 2/3 du territoire. Cabral allait proclamer l'indépendance lorsqu'il fut assassiné par un complot portugais en janvier 1973 à Conakry.

On dit que les populations africaines redoutent les terroristes et souhaitent que les forces portugaises les protègent.

Dans les pays où toute l'information est censurée, la propagande est facile. Mais il est temps qu'à l'étranger on la démasque. Si vraiment la population mozambicaine était hostile au FRELIMO, comment expliquer que celui-ci, avec environ 10'000 hommes, tienne tête aux quelque 43'000 hommes, à l'aviation et aux armes modernes de l'armée portugaise ? Si vraiment la population était hostile aux terroristes, comment expliquer qu'il y ait plusieurs milliers de prisonniers politiques dans le sinistre camp de Machava ? Enfin pourquoi est-il nécessaire de massacrer des villages entiers et de regrouper la population rurale dans des camps "protégés", mais où les mitrailleuses - chose curieuse - sont pointées sur le village et non sur les éventuels assaillants de l'extérieur ? (photo, page 1)

Que penser du Programme de lutte contre le racisme du Conseil oecuménique des Eglises ?

Le C.O.E. (qui regroupe presque toutes les Eglises non-catholiques du monde) a décidé, en 1969, de mettre sur pied un programme de lutte contre le racisme. Cette décision était la suite

logique des innombrables prises de position du COE depuis sa fondation en 1948 condamnant le racisme, et qui étaient restées pratiquement sans effet. Cette décision n'aurait pas provoqué de scandale si, dans la liste des organisations aidées, ne se trouvaient pas les principaux mouvements de libération des colonies portugaises. Mais le COE ne s'est pas senti le droit de mettre une barrière entre les mouvements non armés et les mouvements armés. Car la violence n'est pas partie de ces mouvements mais bien du colonisateur.

Ce qui est curieux, c'est que les personnes les plus indignées contre la décision du COE sont en général les plus farouches partisans de la défense nationale et opposants du statut d'objecteur de conscience. Pourquoi la violence serait-elle nécessaire pour repousser l'envahisseur de la Suisse et inacceptable pour repousser l'envahisseur d'Afrique ?

Y a-t-il d'autres moyens de libération que la violence ?

La violence n'est pas d'abord le fait des mouvements de libération, mais bien de ceux qui sont au pouvoir. Il est cependant un peu trop facile de dire : "A la violence, on ne peut répondre que par la violence." Il y a eu dans l'histoire récente des réponses non-violentes à la violence et qui furent victorieuses (Gandhi, M.L. King, Cesar Chavez). Il faut souhaiter que de plus en plus la recherche des solutions non-violentes se développe. Mais avons-nous le droit, nous qui ne vivons pas dans une situation de violence caractérisée et d'oppression, de reprocher aux peuples des colonies portugaises de n'avoir pas su recourir aux moyens non-violents ?

Rappelons enfin que ce n'est qu'après avoir constaté l'échec des manifestation pacifiques et tentatives de dialogue que la lutte armée s'est engagée.

QUE POUVONS-NOUS FAIRE?

Il faut aider le Portugal

La situation du Portugal est tragique. Pays déjà très pauvre, il utilise l'essentiel de ses ressources dans des guerres dont il ne peut que sortir vaincu. Les souffrances ne sont pas seulement chez les noirs, mais aussi chez les Portugais qui - bon gré mal gré - doivent se battre pour une cause injustifiable. Si toute notre sympathie va à ce peuple, il serait en revanche très grave d'encourager les relations avec son gouvernement dont la volonté est sans équivoque de maintenir sa présence outre-mer, et par conséquent les souffrances de son propre peuple. Nous pensons donc que l'une des meilleures manières d'aider le Portugal est de nous opposer de toutes nos forces - puisque les démocrates portugais sont réduits au silence - à tout ce qui peut encourager la politique actuelle.

Il faut aider les mouvements de libération

Ceux-ci ne sont pas composés de terroristes mais d'hommes qui luttent pour l'indépendance de leur pays. En outre, dans les zones libérées, ils accomplissent un travail remarquable, tant dans le domaine éducatif que dans ceux de la santé, de l'agriculture, de la promotion féminine (eh oui !) et de la formation politique. Loin de se contenter de lutter contre l'ennemi, ils préparent leur peuple pour l'indépendance.

Il faut espérer que les tensions qui demeurent entre les mouvements de libération de l'Angola vont disparaître. Ceux du Mozambique et de la Guinée-Bissau ont remarquablement surmonté les crises causées par les assassinats de leurs chefs respectivement en 64 et 73. D'ici quelques mois la Guinée-Bissau proclamera son indépendance. Celle-ci sera peut-être reconnue par la majorité des nations du monde. Que fera la Suisse alors... ?

Soutenus par les pays de l'Est et les pays scandinaves (qui ont su reconnaître leur légitimité) ces mouvements disposent d'infiniment moins de moyens que le gouvernement portugais. Pourquoi notre coopération technique n'aiderait-elle pas les zones libérées plutôt que celles qui sont sous la domination portugaise ? N'a-t-on pas dit maintes fois que la coopération technique devait aider les populations qui prenaient leurs responsabilités plutôt que d'imposer un développement à des populations passives ?

En attendant que notre pays reconnaisse la Guinée-Bissau et offre sa coopération technique aux mouvements de libération, chacun est invité à soutenir le Fonds de lutte contre le racisme du C.O.E. Des dons peuvent être versés au CCP de l'EPER (10 - 1390 Lausanne) en mentionnant au verso : Fonds de lutte contre le racisme COE.

Aux environs de Noël 1973 seront organisées, comme cela a déjà été le cas en Suisse alémanique ces dernières années, des collectes pour envoyer des médicaments et du matériel scolaire dans les zones libérées.

Enfin nous pouvons rencontrer un jour sur notre chemin des ouvriers ou des étudiants, portugais ou africains, qui sont en Suisse parce qu'ils fuient le service militaire ou qu'ils se forment en vue de l'indépendance de leurs pays. Eux aussi ont peut-être besoin de notre aide, mais en tout cas de notre compréhension.

François de Vargas

L'Action Portugal et Afrique australe (c.p. 63, 1211 Genève 28) enverra la documentation commandée et renseignera tous ceux qui le demanderont sur les différentes actions envisagées pour soutenir les peuples du Portugal et de l'Afrique australe en lutte pour leur libération.